

5 ans après la fin du quota à Maurice

Canne à sucre Baisse des revenus des planteurs

Les planteurs de Maurice n'ont plus de quota depuis seulement 5 ans. Ils voient leurs revenus baisser à cause d'une stratégie européenne tendant à privilégier les intérêts des planteurs de betteraves.

La communauté des planteurs de cannes et l'ensemble des producteurs sucriers, qui tentent encore d'évaluer les retombées négatives de l'échéance 2017 sur le marché sucrier en Europe, ont essuyé un premier coup dur. En effet, le Syndicat des Sucres, organisme responsable du marketing de la production sucrière locale, a confirmé une réduction de son estimation du prix de la tonne de sucre aux planteurs pour la récolte de 2013: [525 euros] la tonne contre [576 euros] pour la récolte de l'année précédente. Le manque à gagner pour l'ensemble de l'industrie sucrière est évalué préliminairement à quelques [19,6 millions d'euros].

Cette réduction du prix de la tonne de sucre aux planteurs intervient au lendemain d'un dernier round de négociations entre la direction générale du Syndicat des Sucres et le groupe sucrier européen Südzucker. Très peu de détails ont transpiré de ces consultations de haut niveau, qui se sont déroulées à Dubaï récemment et non en Allemagne où se trouve

Sucre : manque à gagner de 600 millions de roupies

le siège de ce conglomérat. Au sein de la communauté des planteurs, l'annonce de cette baisse de prix a créé un véritable désarroi compte tenu de la promesse par Südzucker d'un frontloading de [26,2 millions d'euros], démarche qui ne s'est nullement matérialisée jusqu'ici. «Au lieu d'obtenir une avance de [26,2 millions d'euros], nous nous retrouvons aujourd'hui avec un trou d'un peu plus de [19,6 millions d'euros] dans nos recettes. À ce stade, malgré les assurances du Syndicat des Sucres, nous sommes à même de nous poser des questions au sujet de l'avenir des planteurs de cannes avec la date butoir de 2017 et l'élimination des quotas d'exportation en Europe. Eski vre plante fatah pou viv?» s'est demandé un animateur des associations de planteurs, jusqu'ici plutôt sympathique aux thèses défendues par le Syndicat des Sucres par rapport à l'évolution de la situation sur le marché sucrier européen.

*Le Mauricien du 8 avril 2014
Extraits*

Dans un communiqué émis aujourd'hui, le Syndicat des Sucres soutient avoir révisé à la baisse l'estimation du prix de la tonne de sucre (...). Pour justifier cette décision, le rapport officiel de la Commission européenne, publié en février dernier, sur l'évolution des prix en Europe, est pris à témoin. «(Dans le rapport de février), la moyenne des prix obtenus pour le sucre blanc raffiné livré ex-usine était de 629 euros la tonne. En mai 2013, lors le Syndicat des Sucres avait établi sa première estimation, ce prix était de 725 euros la tonne. Cela indique qu'il y a eu une baisse consécutive de 96 euros par tonne de sucre, soit de plus de 13 % sur une période de neuf mois», indique le communiqué officiel.

Dans un autre ordre d'idées, le Syndicat des Sucres souligne que «les prix ont commencé à baisser à partir de janvier 2013. Une chute plus accentuée était restée au cours du dernier trimestre de 2013». Deux facteurs sont mis en avant pour expliquer la tendance baissière du

prix du sucre, en l'occurrence «les mesures spéciales prises par la Commission européenne en 2013 afin d'augmenter la disponibilité du sucre sur le marché de l'Union européenne avec une quantité additionnelle de 1,2 million de tonnes de sucre ainsi mise sur le marché et la baisse significative des cours mondiaux du sucre durant la même période».

Dans la conjoncture, l'une des principales craintes entretenues au sein de la communauté des planteurs de cannes et de producteurs sucriers porte sur le déplacement du sucre produit à partir de la canne au profit de la betterave sur le marché rémunérateur en Europe. C'est ce qui explique des initiatives envisagées par le Syndicat des Sucres d'aller sonder du côté du vaste marché de la République populaire de Chine ou encore de l'Inde pour écouler la production sucrière locale.

Depuis 2009, les planteurs de Maurice n'ont plus de quota et donc de prix garanti sur le marché européen. Pour sauver l'essentiel, ils ont profondément réformé leur industrie sucrière, à la suite d'un débat national. L'année 2009 a marqué également l'entrée en vigueur pour le sucre de l'initiative de l'Union européenne «Tout sauf les armes». Cette dernière offre aux pays classés dans le groupe dit «les moins avancés» d'exporter tout le sucre qu'ils produisent sans quota ni droit de douane. Dans ce groupe figure notamment des États au riche potentiel: Madagascar, toute l'Afrique australe sauf l'Afrique du Sud, le Soudan, l'Éthiopie et une grande partie de l'Afrique de l'Ouest. Devant cette concurrence qui va finir par structurer ses filières, les Mauriciens ont décidé la rupture. Ils n'exportent plus le sucre roux en vrac, et convertissent leur industrie à la production de sucre blanc, au prix plus élevé que le sucre roux. Pour cela, ils ont modernisé les usines en concentrant la production. Ils ont également construit des raffineries pour garder sur place un maximum de valeur ajoutée. Pour renforcer encore la filière, il est décidé que les planteurs de canne soient des actionnaires des nouveaux outils de production. Plusieurs années de préparation ont donc été nécessaires. Et au final, les industriels mauriciens ont conclu un contrat avec Süd-

zucker, premier producteur européen de sucre. Le prix obtenu permettait de préserver l'essentiel. C'est ainsi que Maurice a réussi à sauver son industrie sucrière, malgré la fin du quota.

Tout comme Tereos, Südzucker est à l'origine une coopérative de planteurs de betteraves. À la différence de La Réunion, les Mauriciens n'ont pas vendus leurs usines aux betteraviers. Mais ils dépendent de ces derniers pour ce qui concerne le débouché de la production.

Or, l'évolution à la baisse du prix du sucre blanc est à l'origine d'une renégociation à la baisse du prix de la canne à sucre payé par Südzucker. C'est ce que révèle un article publié le 8 avril par "le Mauricien" La tonne de sucre payée au planteur voit son prix chuter de 50 euros.

Cette évolution peut perdurer, car l'Europe peut privilégier les planteurs de betteraves, estime-t-on à Maurice. D'où l'idée de rechercher de nouveaux débouchés en Chine ou en Inde.

Les planteurs de Maurice paient donc les conséquences de la stratégie européenne, qui vise à défendre d'abord les intérêts des planteurs de betteraves. Les planteurs réunionnais sont prévenus, voilà ce qui peut leur arriver s'ils ne pas les maîtres de la stratégie de la filière canne réunionnaise.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr

SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

EMAIL AVIS, ABONNEMENT : avis.temoignages@wanadoo.fr

EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Quand la vérité éclate à propos des exonérations de cotisations sociales

Il y a des moments comme actuellement où je prend plaisir à rappeler certaines vérités à des députés habitués à faire l'aller et retour en classe affaire qu'ils oublient de défendre les Réunionnais. La vérité a éclaté. Dommage que le bouillant Lurel n'est plus là.

Tenez : l'annonce faite par le Premier ministre de consacrer des sommes considérables aux diverses exonérations au profit des entreprises. Il parle à coup de dizaines de milliards : des propos qui n'ont aucune réalité pour la majorité des citoyens. Par contre, il a annoncé que les smicards disposeront d'un gain de 500 euros annuels, soient 42 euros mensuels. Ça, c'est plus compréhensible.

Or, l'année dernière, ministre et députés nous ont gonflé avec leurs propos sur l'impossibilité du gouvernement de faire le moindre geste pour exonérer les 50 euros de la prime COSPAR. Durant plus de 3 ans, c'était possible. Issu de l'ancien gouvernement, Lurel avait bien prétexté des difficultés financières de la France pour justifier la suppression des 50 euros. Cette décision est venue aggraver la fin du RSTA quelque mois auparavant. Au total, un travailleur percevant moins de 1,4 SMIC a perdu, depuis le 1er janvier 2014, 150 euros par mois en moyenne, soit un montant de 1800 euros annuels. Les travailleurs sont capables de mesurer la perte de salaire mais aussi le mensonge déversé à longueur d'antenne : communication oblige.

Après, ils viendront la main sur le cœur parler de solidarité avec les travailleurs ! Foutaise ! Pas plus tard que la semaine dernière, une Députée a témoigné de toute son incapacité aux travailleurs de la SIB dont l'usine a fini par être fermée, jetant à la rue la totalité des salariés. A la fin les travailleurs se demandent si ça vaut vraiment le coup d'avoir ce genre de présence inefficace.

J.B.

Les inégalités s'aggravent

1% de la population détient la moitié des richesses du monde

Selon un rapport de l'Organisation Non Gouvernementale, Oxfam, qui lutte contre la pauvreté, les 67 personnes les plus fortunées du monde possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population mondiale.

«Les inégalités extrêmes se sont aggravées», selon Oxfam. Pour cette dernière, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale doivent passer de la rhétorique aux actes pour tenter de réduire ce fossé. Le fossé s'est accru ces dernières années, à cause de l'austérité qui aggrave les inégalités. Les pays riches touchés par la crise ont réduit leurs dépenses parmi lesquelles l'aide au développement. Près de 160 milliards d'euros par an en moins échappent aux fonds d'aide, selon l'ONG.

L'austérité cause des inégalités

L'ONG a rappelé les deux rapports du FMI mettant en évidence les conséquences néfastes des inégalités sur l'économie ainsi que l'objectif que s'est fixé par la Banque mondiale d'augmenter les revenus des 40% plus pauvres partout dans le monde.

Mais pour l'organisation, les deux institutions doivent revoir leurs recommandations et leur politique de prêts à leurs Etats membres, en appuyant davantage sur les investissements dans la santé et l'éducation. «Le président de la Banque Jim Yong Kim et la directrice générale du FMI Christine Lagarde ont abondamment parlé des dangers posés par l'explosion des inégalités. Cette semaine, nous devons voir des actions concrètes pour appuyer cette rhétorique», a espéré Raymond Offenhei-

ser, président d'Oxfam America. «L'austérité aggrave les inégalités, et le FMI et la Banque mondiale le savent bien», a assuré Oxfam, selon les médias. L'organisation a souhaité que le Fonds admette que les stratégies d'évitement fiscal des multinationales sont un des «moteurs» des inégalités. D'autant plus qu'en mars 2014, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'était inquiétée face aux risques croissants de pauvreté au sein de ces 34 Etats membres. Les ménages y sont «frappés par des pertes d'emploi, de revenu et de richesses sans précédent», avait souligné l'OCDE, dans une étude intitulée, «Panorama de la société 2014».

1% de la population détient 50% des richesses mondiales

Dès janvier 2014, Oxfam avait mit l'accent sur le fossé de plus en plus croissant entre les riches et les pauvres. En 2013, 85 milliardaires possédaient autant que les 3,5 milliards d'humains les plus pauvres. Dans son rapport intitulé «En finir avec les inégalités extrêmes», Oxfam a assuré que «même si la crise a momentanément entamé la part des richesses mondiales détenues par les plus riches, ces derniers se sont depuis largement rattrapés». Près de la moitié des richesses mondiales sont aujourd'hui détenues par

1% de la population (contre 2% avant la crise). La richesse de ce 1% de milliardaires est évaluée à 110 trillions de dollars, soit une hausse de revenu dans 24 des 26 pays pour lesquels des données sont disponibles entre 1980 et 2012.

En parallèle, près de 7 personnes sur 10 vivent dans un pays où l'inégalité économique a augmenté au cours des 30 dernières années, avait expliqué Oxfam.

Pour l'organisation, les inégalités sont également dues à la dérégulation financière, aux systèmes fiscaux biaisés et à l'évasion fiscale. Depuis la fin des années 1970, 29 des 30 pays pour lesquels Oxfam dispose de données appliquent un taux marginal d'imposition plus faible pour les tranches les plus riches de la société. De plus, la confiscation des recettes issues du pétrole et de l'extraction minière, des ressources vitales échappent aux budgets nationaux.

«Les inégalités économiques extrêmes aggravent d'autres inégalités et ont des conséquences négatives sur l'économie et la réduction de la pauvreté tout en exacerbant les problèmes sociaux. D'un côté, les profits des entreprises, les salaires des dirigeants et les transactions boursières battent chaque jour de nouveaux records, et ne montrent aucun signe de ralentissement, tandis que de l'autre, le chômage et la précarité augmentent», avait alors expliqué, Sébastien Fourmy d'Oxfam France.

Céline Tabou

Di sak na pou di

Aster, zot va affronte a moin!

Vendredi 12 avril 2013, très tôt dans l'après-midi, il fait un soleil radieux à Saint-André. Au centre ville, comme c'est le cas cette année, la braderie commerciale bat son plein. La nouvelle tombe: Eric Fruteau, maire de Saint-André, est condamné par le Conseil Constitutionnel à un an d'inéligibilité!

Cette décision fait suite au rejet de son compte de campagne des législatives de juin 2012 que la CNCCFP avait jugé insincère. En cause, un bulletin municipal hors série à caractère purement électoral financé à hauteur de 35.871 euros, avec l'argent des contribuables. Eric Fruteau

est par conséquent privé des municipales de mars 2014.

Au cours d'un point de presse tenu le lendemain matin, Eric Fruteau, abattu mais très colérique, commentant cette décision, s'en prend avec virulence aux auteurs du recours et lance avec arrogance «Zot i veu pa affronte a moin, zot va affronte a nou!» Et c'est ce qui s'est effectivement produit les 23 et 30 mars. La suite, on la connaît. Inutile de la commenter.

Eric Fruteau devrait recouvrer son éligibilité ce samedi, veille des rameaux! Ce n'est pas sur pour

autant que cette nouvelle soit acclamée à Saint-André, comme pour l'entrée solennelle de Jésus à Jérusalem, par une foule agitant des palmes. Néanmoins, Eric Fruteau pourra toujours dès lundi prévenir, à sa permanence familiale de Terre Rouge, face à la presse: «Aster, zot va affronte a moin!»

Si tel était le cas, le PCR, Virapoullé et les autres n'auront qu'à bien se tenir!

Paul Dennemont - Saint-André

Rapport de surveillance budgétaire mondial du FMI

Déficit de la France: vers les 3% en 2015?

Le Fond Monétaire Internationale (FMI), dirigé par l'ancienne ministre de l'Economie, Christine Lagarde, a estimé que la France pourrait rentrer dans les clous d'ici 2015. Un optimisme peu partagé sur la scène européenne.

En effet, la France va devoir demander un nouveau délai à la Commission Européenne afin d'atteindre l'objectif des 3% du PIB pour le déficit public, prévu par Bruxelles. A quelques mois des élections européennes et du renouvellement des instances, la France devra espérer négocier avec un interlocuteur en faveur de sa politique.

Le gouvernement moins optimiste

Le FMI a publié son rapport de surveillance budgétaire mondial, mercredi 9 avril, dans lequel il est bien plus optimiste que le gouvernement français sur l'équilibre du déficit public à l'horizon 2015. Pour l'institution, la France respectera l'objectif de 3% à cette échéance, alors que le déficit public devrait s'établir à 3,7% cette année là.

De leur côté, les autorités françaises tentent depuis plusieurs mois de convaincre l'Union européenne d'accorder un nouveau

délai pour respecter le taux imposé, en principe, aux pays membres de la zone euro. Des négociations issues des estimations de la Commission européenne sur le déficit public de la France en 2015. Celui-devrait atteindre 3,9% de son produit intérieur brut.

Pour assurer de sa bonne fois, le nouveau Premier ministre, Manuel Valls a annoncé mardi 8 avril, dans son discours de politique générale la réduction de 50 milliards d'euros de la dépense publique entre 2015 et 2017. En revanche, le FMI se montre plus pessimiste concernant la dette publique française, celle-ci devrait continuer à augmenter en passant de 93,9% en 2013 à 96,1% en 2015.

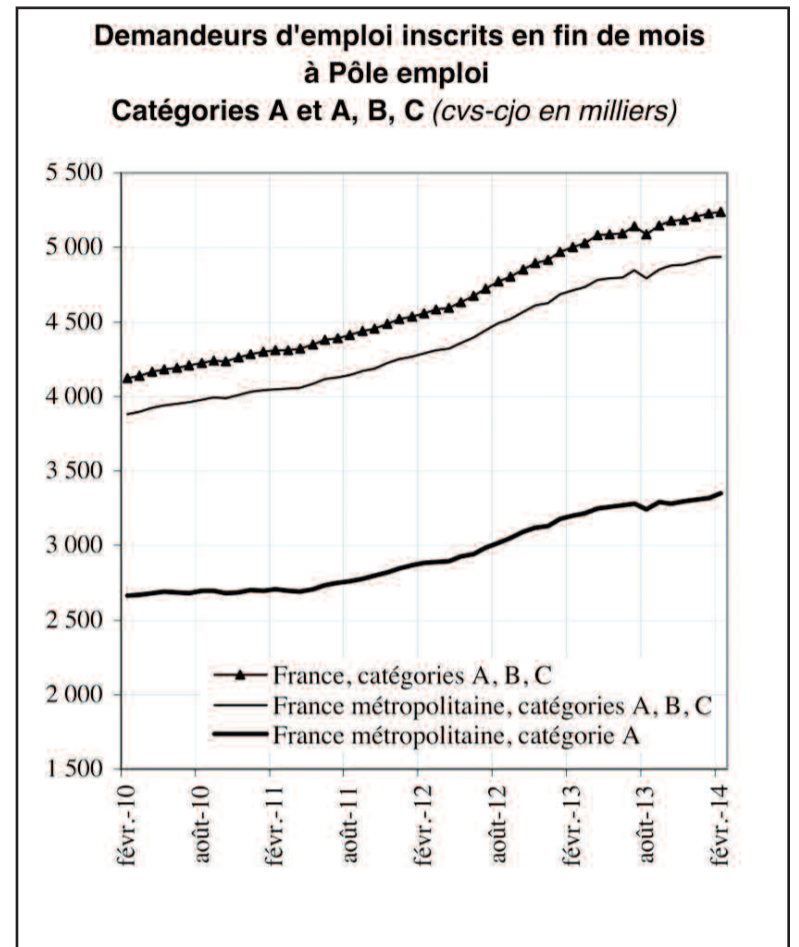
Croissance revue à la hausse

Dans ce même rapport, le FMI a relevé sa prévision de croissance 2014 pour la France, estimant

qu'elle retrouvera l'an prochain un rythme proche de celui de l'Allemagne, et aligné aux pays de la zone euro. La prévision de croissance 2014 devrait être de 1% pour la France, contre 0,9% prévue en janvier 2014. Dans la lignée, il est prévu pour 2015, 1,5% de croissance.

Malgré ces 1%, la France reste à la traîne par rapport au 1,7% prévu en Allemagne et 1,2% dans la zone euro. Cependant en 2015, la France devrait avoir le même taux de croissance que la zone euro (1,5%), et serait non loin de l'Allemagne, situé à 1,6%.

Bémol, le FMI prévoit un taux de chômage de 11% cette année, contre 10,8% en 2013, avant de redescendre à 10,7% en 2015. Enfin, concernant l'inflation, elle devrait rester très modérée, se stabilisant à 1,0% en 2014, puis accélérant un peu à 1,2% en 2015, a indiqué le rapport repris par l'Agence France Presse.



Malgré toutes les mesures prises, le chômage se maintiendra en France.

Céline Tabou

En réponse à la politique d'austérité

Appel à la mobilisation le 12 avril

Plusieurs organisations syndicales, associatives et politiques ont lancé un appel à la mobilisation le 12 avril. Une marche sera organisée en France et à La Réunion, sous le thème: «Maintenant ça suffit! Marchons pour l'égalité et le partage des richesses».

Près de 200 personnalités ont signé l'appel à mobilisation du 12 avril parce qu'elles n'en peuvent plus de «voir la droite et l'extrême-droite battre le pavé avec leurs cortèges de haine de l'autre, d'intolérance, de racisme, de sexisme, d'homophobie et d'intégrisme».

Contre l'austérité

L'un des principaux objectifs de cette marche sera de dénoncer le tour de vis du gouvernement, répondant aux critères de la Commission européenne. «La rigueur budgétaire et l'austérité imposées par la Commission européenne, François Hollande et le gouvernement pour satisfaire les marchés financiers nourrissent ce climat malsain», ont écrit les signataires.

Pour ces derniers, la politique gouvernementale démantèle les services publics et met à mal les acquis sociaux. A contra-

rio du discours officiel, «le chômage monte, la précarité s'étend, les jeunes galèrent, les salaires et les retraites sont en berne. Les inégalités se creusent tandis que les grandes entreprises versent aux actionnaires des dividendes insolents».

L'appel met en avant «les inégalités d'emploi et de rémunération» qui «attaquent plus durement les droits des femmes et des migrant-e-s», mais aussi une bonne partie de la population à La Réunion. Où 42% de nos compatriotes vivent en dessous du seuil de pauvreté et où 29,8% des Réunionnais sont sans emploi, dont un taux de 56,2% pour les moins de 25 ans.

Le pacte de responsabilité contesté

Comme le texte l'explique «la répression s'abat sur les sans papiers, les Roms, les



Le mot d'ordre des manifestants samedi.

plus précaires, et celles et ceux qui les défendent». Les signataires appellent à la mise en place de «choix politiques résolument à gauche» pour faire face à la crise. Le point d'orgue de cet appel est le pacte de responsabilité, négocié avec les partenaires sociaux et le patronat, qui remet en cause les acquis sociaux, obtenus par le Front populaire de 1936.

Le gouvernement octroie aux entreprises un allègement de cotisations de 35 milliards d'euros, ce qui représente un «nouveau cadeau» pour les patrons, qui ne «permettra (pas, ndlr) de lutter contre le chômage». L'appel met en avant un ras le bol général, car «dans la ligne de mire» gouvernement ce sont la sécurité sociale et les services publics. «Mais ce sont aussi

les collectivités territoriales asphyxiées, les associations étouffées, la culture sacrifiée. Ce n'est décidément pas cela que nous voulions, nous qui, par millions, avons contribué à chasser Nicolas Sarkozy».

Samedi 12 avril à Paris, «une marche nationale d'espoir à gauche, contre l'extrême droite, pour l'abandon du «pacte de responsabilité», pour une juste distribution des richesses» est organisée. A La Réunion, plusieurs organisations invitent à un tractage, à 15h, débutant devant la Poste, rue Maréchal Leclerc, «pour dénoncer les plans d'austérité qui frappent durement la population réunionnaise».

Céline Tabou

"Alon sazanrézoné"

Billet philosophique

«L'autonomie est le maître mot aujourd'hui»

Comme vous le savez, en dehors de quelques idées personnelles — toujours critiquables —, cette rubrique du vendredi dans "Témoignages" aime bien se faire l'écho de réflexions altermondialistes émises dans le monde mais aussi de pensées réunionnaises émancipatrices exprimées par nos compatriotes pour analyser et changer notre société. Ce sera le cas une fois de plus aujourd'hui, à partir de plusieurs événements survenus la semaine dernière et cette semaine dans diverses régions du pays.



Michel Admette avec son épouse Marlène. «Zordi nou na ral bol, alé gout anou!».

Tout d'abord, nous voudrions vous parler de ce film impressionnant et très riche en idées réalisé en 2011 par Coline Serreau sous le titre : "Solutions locales pour un désordre global". Dans ce documentaire, de nombreux experts expliquent clairement comment le capital financier et les multinationales ont transformé l'agriculture dans le monde à leur profit en la rendant néfaste à l'humanité.

En effet, «avec des gouvernements vendus aux entreprises, aux spéculateurs» et «car il n'y a pas d'altruisme dans le commerce», comme le dit Pierre Rabhi dans le film, ce système a rendu la plupart des productions agricoles sur la planète gravement polluées et polluantes. Cette loi du marché a soumis une grande partie des agriculteurs à l'agro-chimie, aux pesticides, aux insecticides, aux engrais chimiques, aux organismes génétiquement modifiés (OGM) et autres poisons désastreux pour notre santé.

Se tendre la main pour un projet commun

Voilà pourquoi ce documentaire présente de nombreux exemples où des agriculteurs démontrent que «se passer des multinationales est la meilleure façon de produire» et donc de trouver des «solutions locales», car «l'autonomie est le maître mot aujourd'hui» comme dit l'un d'eux. Or l'on sait que de plus en plus d'agriculteurs réunionnais apportent

leur soutien à cette grande cause humaine, en pratiquant l'agro-écologie dans des produits péi pour éviter de rendre les Réunionnaises et les Réunionnais malades.

Cette solidarité réunionnaise et cette nécessité d'une entente pour une gouvernance réunionnaise démocratique ont également été exaltées sur le plan politique mardi dernier, lors d'un «débriefing des élections municipales et communautaires» organisé par l'AID (Association Initiatives Dionysiennes), où le philosophe Bernard Pitou a regretté avec raison que «trop souvent l'énergie militante est perdue en raison des rivalités au sein des partis comme entre les diverses organisations démocratiques» et que cela aggrave le manque de démocratie dans le pays. D'où l'importance des idées émises par le penseur, sénateur et militant politique réunionnais Paul Vergès dans son entretien avec "le JIR" (édition du 3 avril), où il rappelle que «notre objectif principal est de tendre la main aux dissidents qui veulent le changement que nous désirons».

«Solidarité ant nou zanfàn kréol»

Deux jours plus tôt, dans le même journal, Yvan Dejean, secrétaire général du PCR, avait également déclaré que la priorité pour son parti «c'est d'abord un projet pour notre pays. Sur la base d'un projet, le PCR discute et échange sans exclusive». Or, samedi dernier au Témat Plein-Air

de Saint-Gilles, plus de 1.200 spectateurs ont salué avec force les talents, l'ambiance créole chaleureuse et les appels au changement exprimés par de nombreux artistes réunionnais venus célébrer le 55ème anniversaire de la belle carrière de notre "Prince du Séga", Michel Admette, décoré par le nouveau maire de Saint-Paul, Joseph Sinimalé.

Ainsi, par exemple, durant ce concert, Henry-Claude Moutou a rappelé que «si ou angaz aou pou la vi, i fo ou lé séryé»; pour Jean-Pierre Boyer, «isi La Rényon, toulmoun lé pa kouyon»; Edmond Euger a dénoncé le fait que «dann travay nana makrotaz, sé pou sa moin lé touzour o somaz»; Jessika Persée a déclaré : «i fo fé respèkt nout sosyété»; et Michel Admette, fortement applaudi comme les autres artistes, a exalté la «solidarité mésyé, solidarité madam, solidarité kouzin, solidarité kouzine, solidarité ant nou zanfàn kréol», avec cet appel : «zordi nou na ral bol, alé gout anou!». De belles pensées créoles réunionnaises à méditer...

Roger Orlu

(*) Merci d'envoyer vos critiques, remarques et contributions afin que nous philosophions ensemble...! redaction@temoignages.re

Otè!

**Parti kominis va arpran lo dési:
Alon paryé zot va oir ki k'i gingn!**

Dopi zéléksyon mèr, mi san bien nout bann kamarad kominis épi bann moun sak i apiy anou de tou-tan na in bonpé rogré dann kèr. Pou fé z'éfor, la fé z'éfor, mé lo rézilta lé pa sak nou téi atann. Dir lo kontrèr sé rakont la mansonjri. Zordi, nou lé an ba. Nou lé o pli ba? I fo pa dir sa. Mi vé pa dir ni pé dsann ankor pli ba, mé plito ké, n'i pé romont la pant.

Dabor dsi la késtyonn l'itilité nout parti: pou moin, konm pou d'ot pèrsone, li lé pli itil ké zamé. Pou kosa? Pars li na in program rényoné, li na in dyanostik korèk,- li manti pa avèk la vérité. Arzout èk sa, li sé in parti rényoné é in parti sosyal, in parti pou lo dévlopman, in parti ékolozis, in parti i vanj pou la kiltir. Arzout èk sa na poin in parti la transform La Rényon konm li la transformé. Armète la dsi, li na in filozofi, li na in réflèksyon améné dopi lontan é nana in bonpé d'moun prêtansyé nana loson pou pran avèk li. Apré zéléksyon bann zournalis la domann Paul Vergès si lo parti lé mor, li la réponn non. An kontrèr li la di, nout bann dirizan épi nout bann militan l'apré fé in travay pou artourn ankor pli for dann la politik.

Astèr in n'ot késtyonn mi poz amoin: lé vré sak in pé i di, li la fini son tan pars li lé pa adapté par raport lo shanjmann sosyété? In parti la invant l'otonomi énéjètik, la invant lo dévlopman dann landroi ni lé, in parti la fé konète anou l'érop, la signal anou lo réshofman klimatik é son bann danjé é sirtou k' i pé vanj kont sa, la amontr anou nou na in lang, in kiltir, in pasé, la solidarité rant bann pèp é tout sak moin la poin la plas pou ékri konm marsh dann shomin nout dévlopman dirab, amène in éstratéji l'inion si tèlman k'in politik la di li sé lo parti santral isi La Rényon... sa in parti mor? Non va, sa la pa in parti mor, sa in parti i domann arienk pou marsh dobout pou transform La Rényon, dann l'inion avèk la majorité d'moun nout péi.

Bin alor, kosa k'i mank? Moin la fine di, i mank solman-sa in gro morso solman!- ké son zidé i gingn la viktoir dann lo péi kont bann z'idé l'asimilasyon, l'intégrasyon, bann z'idé néo-kolonnyal épi la politik l'asistans. Donk, i fo son z'idé i gingn lo kèr la majorité rényoné kisoï sète bann travayèr, kisoï sète bann shomèr, bann jenn, bann vyé, bann z'intéléksyèl konm sak lé pa, lo kèr bann bonome é lo kèr bann madam. Sa lé pa posib? Konm l'idé in pèp rényoné té pa posib! Konm in lang kréol rényoné té pa posib! Konm l'otonomi énéjètik i gingn pa fé!... Alon paryé zot va oir ki k'i gingn.

Justin